



Assemblée générale

Distr. générale
21 mars 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 143 de la liste préliminaire*

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

Échéanciers de paiement pluriannuels

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans sa résolution [57/4 B](#), l'Assemblée générale a fait siennes les conclusions et recommandations du Comité des contributions relatives aux échéanciers de paiement pluriannuels, ce qu'elle a fait de nouveau dans ses résolutions [58/1 B](#), [59/1 B](#), [60/237](#), [61/237](#), [64/248](#), [67/238](#), [70/245](#), [73/271](#) et [76/238](#). À cet égard, le Comité a recommandé que le Secrétaire général soit prié de fournir à l'Assemblée, par son intermédiaire, des informations sur la présentation d'échéanciers de paiement, ainsi qu'un rapport annuel sur les paiements effectués au 31 décembre de chaque année au titre de ces échéanciers. On trouvera dans le présent rapport, qui fait suite à ces demandes, des informations sur l'échéancier présenté par la Somalie et les paiements effectués par ce pays au 31 décembre 2023.

L'Assemblée générale est invitée à prendre note du présent rapport et à engager les États Membres qui ont accumulé d'importants arriérés de contributions à envisager de présenter un échéancier de paiement pluriannuel.

* [A/79/50](#).



I. Introduction

1. Dans sa résolution [56/243 A](#), l'Assemblée générale a considéré que, à condition qu'ils soient établis avec soin, les échéanciers pluriannuels pourraient être utiles en ce qu'ils permettraient aux États Membres de démontrer qu'ils étaient déterminés à régler leurs arriérés, conformément à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies, ce qui faciliterait l'examen des demandes de dérogation par le Comité des contributions, et prié le Secrétaire général de proposer des directives relatives à ce sujet par l'intermédiaire du Comité.
2. Après avoir examiné le rapport du Secrétaire général sur la question ([A/57/65](#)), à sa soixante-deuxième session¹, en 2002, le Comité a estimé qu'il faudrait encourager les États Membres à présenter des échéanciers de paiement pluriannuels : les pays y trouvaient un bon moyen de réduire les arriérés de contributions et de montrer qu'ils étaient résolus à s'acquitter de leurs obligations financières vis-à-vis de l'Organisation. À cet égard, le Comité a estimé qu'il fallait dûment tenir compte de la situation économique des États Membres, qui n'étaient peut-être pas tous à même de présenter de tels échéanciers, et a ainsi recommandé que la présentation d'échéanciers soit laissée à la discrétion des pays et ne soit pas automatiquement liée à d'autres mesures.
3. Le Comité a recommandé que les États Membres qui envisageaient d'établir un échéancier de paiement pluriannuel fassent part de leur intention au Secrétaire général afin qu'il en informe les autres États Membres, et qu'ils soient encouragés à solliciter le concours du Secrétariat pour ce faire. Dans ce contexte, il a fait observer que les échéanciers présentés par les États Membres :
 - a) devraient prévoir, pour chaque année, le paiement du montant de la quote-part de l'État Membre concerné pour l'année en cours et d'une partie des arriérés dont il était redevable ;
 - b) devraient tendre, autant que possible, à l'élimination des arriérés dans un délai maximal de six ans.
4. Le Comité a également recommandé que le Secrétaire général soit prié de fournir à l'Assemblée générale, par son intermédiaire, des informations concernant la présentation d'échéanciers de paiement, ainsi qu'un rapport annuel sur les paiements effectués au 31 décembre de chaque année au titre des échéanciers qui auraient été reçus.
5. En outre, le Comité a recommandé que, dans le cadre de l'examen des demandes de dérogation à l'Article 19, lui-même et l'Assemblée générale tiennent compte de la présentation éventuelle d'un échéancier de paiement et des paiements effectués à ce titre par les États Membres en mesure de prendre de telles dispositions.
6. Au paragraphe 1 de sa résolution [57/4 B](#), l'Assemblée générale a fait siennes les conclusions et recommandations susmentionnées, lesquelles figurent dans le rapport du Comité des contributions. Dans ses résolutions [58/1 B](#), [59/1 B](#), [60/237](#), [61/237](#), [64/248](#), [67/238](#), [70/245](#), [73/271](#) et [76/238](#), l'Assemblée a réaffirmé le paragraphe 1 de la résolution [57/4 B](#). En conséquence, le Secrétaire général a présenté des rapports annuels sur les échéanciers pluriannuels à l'Assemblée depuis sa cinquante-huitième session, lorsque le premier a été examiné.

¹ [A/57/11](#), chap. IV.A, par. 17 à 23.

II. Présentation d'échéanciers de paiement pluriannuels

7. Huit États Membres ont présenté un échéancier, et six d'entre eux se sont acquittés de tous les paiements prévus dans ce cadre : la Géorgie en 2003 (pour la quatrième fois), l'Iraq en 2005 (pour la première fois), le Libéria en 2006 (pour la deuxième fois), le Niger en 2004 (pour la première fois), la République de Moldova en 2001 (pour la troisième fois) et le Tadjikistan en 2000 (pour la première fois). Sao Tomé-et-Principe ne s'est pas entièrement acquittée des paiements prévus dans l'échéancier qu'elle avait présenté en 2002 (pour la première fois). La Somalie a présenté un échéancier en 2023 (pour la première fois).

8. Le Libéria a réglé la totalité de ses arriérés au premier semestre de 2012, conformément à son échéancier. Le Tadjikistan en a fait de même au premier semestre de 2009, soit avant les échéances indiquées dans le septième rapport annuel. La Géorgie et le Niger se sont intégralement acquittés de leurs arriérés au premier semestre de 2007, se libérant ainsi de leurs obligations avant les échéances mentionnées dans le cinquième rapport annuel. La République de Moldova a fini de s'acquitter en 2005 des engagements formulés dans son dernier échéancier en date, présenté dans le quatrième rapport annuel. L'Iraq s'est acquitté de tous ses arriérés en 2005, en un seul versement, avant les échéances indiquées dans le quatrième rapport annuel.

9. Dans sa résolution [64/248](#), l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction des efforts considérables faits par les États Membres qui s'étaient strictement conformés à leur échéancier de paiement pluriannuel. Dans la même résolution, puis de nouveau dans ses résolutions [67/238](#), [70/245](#), [73/271](#) et [76/238](#), elle a engagé les États Membres ayant des arriérés de contributions vis-à-vis de l'Organisation à envisager de présenter des échéanciers de paiement pluriannuels.

10. Dans l'avis relatif à la quatre-vingt-quatrième session du Comité des contributions, qui paraîtra dans le *Journal des Nations Unies* du 1^{er} mars au 17 mai 2024, le Secrétariat invite les États Membres qui envisagent de présenter un échéancier de paiement pluriannuel à se mettre en rapport avec le secrétariat du Comité pour obtenir un complément d'information. En outre, dans la note publiée en application du paragraphe 3 de la résolution [60/237](#) de l'Assemblée générale concernant l'application de l'Article 19 de la Charte, l'attention est appelée sur les dispositions de la résolution [57/4](#) B de l'Assemblée. Si de nouveaux échéanciers sont présentés, les informations correspondantes seront publiées dans un additif au présent rapport ou dans le rapport que le Comité présentera à l'Assemblée à sa soixante-dix-neuvième session.

11. Aux fins du présent rapport, on entend par paiements les versements effectués par les États Membres concernés, éventuellement majorés des sommes portées à leur crédit pendant la période considérée.

Somalie

12. Dans la lettre qu'il a adressée au Président de l'Assemblée générale le 15 mai 2023, le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Somalie auprès de l'Organisation des Nations Unies a présenté l'échéancier de paiement suivant :

(En dollars des États-Unis)

<i>Année</i>	<i>Montant</i>
2023	152 397
2024	152 397
2025	152 397
2026	152 397
2027	152 397
2028	152 397
2029	152 397
2030	152 397
2031	152 397
2032	152 394
Total	1 523 967

13. L'échéancier présenté s'étend sur 10 ans, de 2023 à 2032, et devrait, s'il est intégralement respecté, porter sur un montant total de 1 523 967 dollars.

III. Paiements effectués au titre des échéanciers présentés par les États Membres, au 31 décembre 2023

14. Les paiements effectués par la Somalie au 31 décembre 2023 au titre de son échéancier sont indiqués dans le tableau ci-après. Les échéanciers présentés par la Géorgie, l'Iraq, le Libéria, le Niger, la République de Moldova et le Tadjikistan ne figurent pas dans ce tableau, car ces États Membres se sont acquittés des paiements prévus et ne sont donc plus concernés par les dispositions de l'Article 19 de la Charte. Celui présenté par Sao Tomé-et-Principe n'y figure pas non plus ; cet échéancier a expiré et, dans son rapport sur les travaux de sa quatre-vingt-troisième session (A/78/11), le Comité des contributions a encouragé Sao Tomé-et-Principe à en présenter un nouveau.

Paiements effectués au titre des échéanciers, au 31 décembre 2023

(En dollars des États-Unis)

<i>Année</i>	<i>Paiements prévus dans l'échéancier</i>	<i>Contributions mises en recouvrement au 31 décembre</i>	<i>Paiements/crédits</i>	<i>Contributions non acquittées au 31 décembre</i>
Somalie				
2022				1 525 895
2023	152 397	35 357	200 168	1 361 084
2024	152 397			
2025	152 397			
2026	152 397			
2027	152 397			
2028	152 397			
2029	152 397			
2030	152 397			

<i>Année</i>	<i>Paievements prévus dans l'échéancier</i>	<i>Contributions mises en recouvrement au 31 décembre</i>	<i>Paievements/crédits</i>	<i>Contributions non acquittées au 31 décembre</i>
2031	152 397			
2032	152 394			

15. Le montant du paiement effectué par la Somalie en 2023 a été supérieur à ce qui était prévu dans l'échéancier ; les paiements et crédits comptabilisés se sont élevés à 200 168 dollars alors qu'ils auraient dû totaliser 152 397 dollars. Au 31 décembre 2023, le montant des contributions non acquittées dues par la Somalie s'établissait à 1 361 084 dollars.

16. À sa quatre-vingt-troisième session, le Comité a accueilli favorablement le nouvel échéancier de paiement pluriannuel présenté par la Somalie.

IV. Conclusions et recommandations

17. L'Assemblée générale est invitée à prendre note du présent rapport et à engager les États Membres qui ont accumulé des arriérés de contributions au sens de l'Article 19 de la Charte à envisager de présenter un échéancier de paiement pluriannuel.